

INTRODUCTION

La situation humanitaire de la RDC fait l'objet de nombreuses publications régulières, comme en témoignent les sites humanitaires spécialisés tels que ReliefWeb. Pour autant, de nombreux gaps informationnels et analytiques subsistent. Les besoins humanitaires évoluent rapidement, alors que les contraintes d'accès, telles que l'insécurité et les restrictions de mouvements, limitent la capacité des organisations humanitaires à collecter les données, notamment dans les zones touchées par les conflits. La fiabilité des données collectées est aussi un sujet de préoccupation. La triangulation des informations peut s'avérer difficile, en raison des contraintes d'accès, et fait l'objet de différentes approches, parfois difficilement réconciliables. Des limites dans le partage de l'information créent aussi des incertitudes quant à l'information existante et accessible, conduisant à la duplication de certaines recherches.

À PROPOS

Objectif. L'écosystème informationnel et analytique est composé d'une communauté d'acteurs qui participent ou contribuent à collecter, analyser et diffuser de l'information et des analyses concernant les crises et réponses humanitaires en RDC. Ce rapport met en lumière les données humanitaires disponibles en RDC, il en analyse la qualité et la diversité, et propose des recommandations afin de renforcer l'écosystème informationnel et analytique.

Méthode. Ce rapport a été réalisé conjointement par ACAPS, Insecurity Insight et Mercy Corps.

- **Entre avril et juin 2023**, ACAPS, Insecurity Insight et l'équipe d'analyse de Mercy Corps (Crisis Analysis Team, CAT) ont réalisé une **cartographie** des acteurs analytiques en RDC et mené des **entretiens**, à distance ou en présentiel à Goma (Nord Kivu), avec des personnes ressources et des experts de 11 organisations¹. Ces acteurs viennent d'agences des Nations Unies, d'ONG Internationales, opérationnelles et non opérationnelles, qui suivent les conflits armés, les déplacements de populations, et analysent l'évolution des besoins humanitaires en RDC. Parmi les organisations qui ont participé aux entretiens, certaines ont un mandat multisectoriel alors que d'autres thématiques ou sectorielles.

- **Entre juillet et septembre 2023**, ACAPS et l'équipe d'analyse de Mercy Corps ont analysé le paysage informationnel de la réponse humanitaire en RDC à travers un examen des principaux produits analytiques publiés entre janvier 2021 et avril 2023. Une **base de données de plus de 370 produits** a été développée, incluant différents types d'analyses publiées en français et en anglais depuis 2021. Cette base de données a permis de classer les produits analytiques selon différents indicateurs tels que le type d'organisation, la fréquence de publication, la thématique abordée, la méthodologie, le format, le focus géographique, etc.

Portée du rapport et limites

- **Sélectivité.** Les rapports recensés dans la base de données ne représentent pas de manière exhaustive l'ensemble des sources d'informations et des analyses disponibles concernant la situation humanitaire en RDC. Les analyses prises en compte proviennent principalement des sites internet des organisations humanitaires et des plateformes de partage de données humanitaires en libre accès telles que Reliefweb. Les graphiques et chiffres présentés dans cette analyse ont été réalisés à partir de la catégorisation des publications consolidées dans la base de données ACAPS.

Ce rapport a été réalisé avec le soutien de nombreuses organisations, mais les experts interviewés proviennent exclusivement d'organisations internationales et pas d'ONG locales ou nationales. Ceci reflète la cartographie des acteurs analytiques publiant des données et analyses en libre accès sur la RDC.

- **Période analysée.** Les données secondaires examinées couvrent uniquement la période allant de janvier 2021 à avril 2023. Cette période a été choisie parce qu'elle couvre des développements majeurs tels que la pandémie de Covid 19, les violences armées, les catastrophes naturelles (inondations et éruption volcanique) qui ont fait l'objet de nombreux produits informationnels et analytiques (OCHA 05/01/2021 ; OCHA 27/12/2021). Compte tenu du volume de données secondaires disponibles sur la situation humanitaire, la période choisie semble donner un bon aperçu du paysage informationnel et analytique en RDC.

¹ Dans ce rapport, les entretiens avec les experts sont référencés par le sigle anglais KII, Key Informant Interview.

TABLE OF CONTENTS

Recommandations.....	3
Aperçu contextuel.....	3
Cartographie des principaux acteurs analytiques.....	4
Analyse du paysage informationnel et analytique en RDC.....	6

MESSAGES CLÉS

Données disponibles et gaps informationnels

- Les ONG internationales et les agences des Nations Unies produisent l'essentiel de l'analyse humanitaire en RDC.
- L'essentiel de l'information disponible porte principalement sur les provinces de l'est du pays. Ce déséquilibre dans l'information disponible entre les provinces de l'est et le reste du pays se concrétise par des gaps informationnels dans certaines provinces où des besoins humanitaires existent aussi.
- Dans l'est du pays, les données ou informations produites sur la nature et l'ampleur des besoins humanitaires portent principalement sur les zones les plus affectées par les conflits et les violences armées.
- Le manque de visibilité concernant les recherches déjà menées par d'autres entités conduit souvent à une duplication des exercices de collecte.
- Les gaps informationnels et la méthode utilisée ne sont pas toujours indiqués clairement dans les analyses.

Qualité des données collectées

- Alors que les mouvements de populations constituent un des impacts majeurs des crises en RDC, de nombreuses incertitudes existent quant à la fiabilité des chiffres sur les personnes déplacées. Ceci est entretenu par des divergences méthodologiques portant sur les procédés de comptage et de vérification des personnes déplacées.
- Les données humanitaires ont une durée de vie limitée du fait de la volatilité du contexte. Cela complique la mise en œuvre de mécanismes de triangulation et le partage d'informations mises à jour.

Qualité des analyses produites

- Des écarts de compréhension entre ceux qui conçoivent les enquêtes, ceux qui collectent et analysent les données, et ceux qui diffusent les produits, réduisent la cohérence des produits analytiques. Bien que faisant partie de la même chaîne, ces différents acteurs donnent l'impression de ne pas se parler.
- La qualité des analyses produites par certaines organisations humanitaires, notamment les évaluations rapides des besoins, est jugée faible par les acteurs analytiques, qui pointent le besoin de renforcer les capacités de tous ceux qui participent aux différentes étapes de production de ces analyses.
- Parce qu'elles sont liées au cycle de gestion des projets humanitaires, il n'y a souvent pas de continuité dans les analyses de besoins dans des zones spécifiques. Elles sont faites de façon ponctuelle, ce qui en limite la portée sur le long terme.
- Les analyses produites sur la RDC sont très nombreuses mais ne hiérarchisent pas les besoins prioritaires, ce qui limite la capacité à adapter la réponse.

Partage et diffusion de l'information

- Certaines organisations sont peu enclines à partager leurs données par crainte de perdre un monopole sur la maîtrise de l'information dans une zone déterminée. La concurrence entre organisations pour l'accès aux financements constitue parfois un frein au partage de données.
- Même s'il existe de nombreux espaces de coordination et d'échanges, peu de produits analytiques conjoints en découlent. La collaboration se limite souvent à des discussions entre membres des différents clusters et groupes de travail.

Usage des données pour des décisions éclairées

- Les acteurs analytiques manquent de visibilité sur la manière dont leurs données sont utilisées
- Les données et analyses produites par les acteurs analytiques en RDC ne sont pas toujours utilisées pour prendre des décisions sur le financement de la réponse humanitaire.

RECOMMANDATIONS

1. Améliorer la fiabilité des données concernant le nombre de personnes déplacées à travers une harmonisation des méthodes de collecte et de vérification. Une meilleure centralisation de ces données donnerait ensuite davantage de visibilité dans un contexte qui évolue rapidement.

2. Améliorer l'analyse des mouvements de population. Les acteurs ciblent les populations en mouvement, mais manquent d'uniformité dans l'analyse de ces mouvements. Les mouvements de population en RDC sont très différents par nature, certains sont réguliers, pendulaires, parfois même préventifs. D'autres sont sporadiques. Les distributions humanitaires peuvent aussi faire appel d'air, dans un contexte où les communautés hôtes sont également dans le besoin.

3. Renforcer les capacités des équipes de collecte de données à mieux tenir compte des éventuels biais analytiques. Cela passe par le renforcement des processus d'assurance qualité, par une meilleure considération des biais éventuels de certaines sources d'informations (biais affectifs, préjugés, etc.), et par une adaptation des méthodes de collecte et d'analyse de l'information. La diversification des sources d'information et une formation à la triangulation contribuerait à de meilleures analyses.

4. Etablir des normes minimales de qualité des rapports. Pour améliorer la qualité des rapports analytiques, spécialement les rapports d'évaluations rapides des besoins, des formations devraient être proposées aux acteurs impliqués dans les différentes étapes du processus. Un inventaire des erreurs les plus courantes et des bonnes et mauvaises pratiques en matière d'analyses humanitaires, contribuerait considérablement à améliorer la qualité des produits analytiques. L'appui d'organisations spécialisées dans la gestion de l'information, la recherche et l'analyse permettrait des améliorations dans ce domaine.

5. Augmenter le nombre d'analyses conjointes. Le développement d'une structure collaborative et multidisciplinaire de production et de partage de données serait bénéfique dans le paysage analytique de la RDC. Cela éviterait la duplication des efforts et permettrait une meilleure priorisation des objectifs de recherche. Mettre en place des archives communes, en choisissant parmi les dispositifs qui existent déjà, faciliterait grandement l'accès aux données et donnerait davantage de visibilité.

6. Adapter les produits analytiques en fonction de l'audience. Que l'information soit destinée aux bailleurs, aux acteurs humanitaires dans le pays, ou aux médias, un effort d'adaptation des formats en fonction du public semble nécessaire.

7. Renforcer le lien avec le monde académique. De nombreuses recherches académiques existent sur des sujets d'intérêt pour les acteurs humanitaires en RDC. Créer plus

d'espaces d'échanges entre humanitaires et académiques permettrait une compréhension plus approfondie des crises, et orienterait les travaux de recherches vers des sujets de préoccupations des acteurs humanitaires.

APERÇU CONTEXTUEL

Depuis des décennies, la situation humanitaire en RDC est marquée par l'instabilité politique, les conflits armés, les catastrophes naturelles et les épidémies. Le pays a connu deux conflits armés internationalisés entre 1996 et 2003. Malgré la fin de ces deux conflits, les conflits armés internes perdurent et se multiplient à plus ou moins forte intensité. L'insécurité et l'instabilité donnent lieu à des déplacements réguliers de population, en interne ou vers d'autres pays, des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë et une grande fréquence des épidémies.

En 2023, le nombre de personnes dans le besoin en RDC est estimé à 26.4 millions, dont près de 54% a moins de 18 ans. La plupart des personnes dans le besoin se situe dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika, à l'est du pays. Certaines provinces de l'ouest telles que Mai-Nombe, Kwilu et Kwango ont également connu une augmentation soudaine du nombre de personnes dans le besoin à la suite de violences communautaires depuis juin 2022 (TRAFIG 30/11/2020 ; OCHA 03/02/2023 ; OCHA 10/07/2023).

Le nombre de personnes déplacées est passé de 1.9 million en 2009 à 6.9 millions en septembre 2023, faisant de la RDC l'un des pays du monde les plus affectés par les déplacements internes. Plus d'un million de Congolais a aussi trouvé refuge dans d'autres pays en Afrique (IDMC consulté le 19/09/2023 ; IOM 30/10/2023 ; UNHCR 31/10/2023). La majeure partie des personnes déplacées internes vivent dans des communautés hôtes aux ressources souvent limitées. Le reste des personnes déplacées est installé dans des sites de déplacés organisés ou spontanés et des bâtiments publics (OCHA 03/02/2023 ; IOM 26/10/2023).

L'insécurité alimentaire perdure en RDC notamment à cause des conflits et de l'insécurité, la hausse des prix des principales denrées, une assistance humanitaire parfois limitée et une production agricole souvent perturbée par des aléas climatiques. L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë couvrant la période juillet à décembre 2023 estimait à près de 25.4 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire de Crise ou d'Urgence (Phases 3 et 4 de l'IPC) (IPC 06/10/2023).

Les besoins en protection sont particulièrement élevés notamment du fait de la prolifération des groupes armés. Environ 120 groupes armés seraient actifs à travers le pays (KST 02/2021). Pour les civils, cela se traduit par de nombreux incidents de protection incluant des attaques armées, des mutilations et blessures liées à la présence de mines et autres engins explosifs, des incendies et pillages de maisons, des restrictions de mouvements et des violences

basées sur le genre (Protection Cluster 15/05/2023). Les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des jeunes filles déplacées ont considérablement augmenté dans les provinces de l'est du pays depuis mars 2022, suite à la crise liée à la résurgence du M23 au Nord-Kivu (UNHCR 14/07/2023 ; MSF 18/09/2023).

L'aggravation de la situation humanitaire a motivé la décision des Nations Unies, le 16 juin 2023, d'intensifier et de renforcer la réponse humanitaire. Cette démarche, appelée « IASC humanitarian system wide scale-up » ciblait les provinces de l'Ituri, du Nord Kivu et du Sud Kivu pour une durée de trois mois. Le dispositif a ensuite été renouvelé pour trois mois supplémentaires jusqu'en décembre 2023 (OCHA 28/07/2023). Même s'il est trop tôt pour évaluer l'incidence de l'intensification de la réponse, il paraît certain que les éléments déclencheurs des crises sont toujours aussi vivaces (OCHA 19/09/2023).

CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX ACTEURS ANALYTIQUES

Le paysage analytique en RDC regroupe différents acteurs, dont les organisations humanitaires sont parmi les contributeurs les plus actifs. Au 31 août 2023, 240 organisations humanitaires nationales et internationales étaient actives en RDC, un chiffre en augmentation comparé aux 187 organisations rapportées au 31 mai 2023 (OCHA 07/09/2023 ; OCHA 02/06/2023).

Structure de coordination de l'analyse humanitaire

Le groupe de travail pour la gestion de l'information humanitaire (IMWG) mené par la section Gestion de l'Information (Information Management, IM) d'OCHA coordonne les sujets de discussion et, de manière plus limitée, partage les évaluations des besoins (KII 19/04/2023 ; KII 02/06/2023).

Un Groupe de Travail d'Analyse des Crises et de Qualité [de la réponse] (GTACQ) a été créé en août 2023. Ce groupe, rattaché à l'IMWG, a pour vocation de fournir des analyses conjointes sur certaines crises (« hotspots »), de permettre une meilleure réponse des organisations humanitaires, et un meilleur positionnement des instances de coordination et de mobilisation de ressources (KII 19/04/2023 ; KII 02/06/2023).

L'Inter-Cluster National (ICN), situé à Kinshasa, consolide les évaluations pour les exercices clés de cycle de programmation humanitaire. Certains soulignent que ce groupe est peu inclusif puisqu'il intègre peu d'acteurs externes, qu'ils s'agissent d'acteurs spécialisés en recherche ou d'acteurs opérationnels (KII 19/04/2023 ; KII 02/06/2023).

Aperçu des principaux acteurs analytiques

De nombreuses organisations contribuent à l'effort de collecte et d'analyse de données. Les acteurs mentionnés ci-dessous sont parmi les plus actifs. L'énumération n'est toutefois pas exhaustive, l'objectif étant de donner un aperçu des acteurs analytiques et de leurs domaines d'expertise.

- Les agences des Nations Unies

OCHA, le Bureau de coordination des affaires humanitaires, publie chaque année l'Aperçu des Besoins Humanitaires et le Plan de Réponse Humanitaire. OCHA publie régulièrement divers produits analytiques, y compris un catalogue de produits disponibles (OCHA 14/06/2023). Ils incluent notamment des mises à jour rapides, des aperçus de la situation humanitaire par province, des synthèses des tendances de déplacements, et d'accès humanitaire

L'**OIM**, l'Organisation internationale pour les migrations, à travers la Matrice du Suivi des Déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM) recueille et publie des informations sur les besoins, les profils et localisations des populations déplacées depuis 2013. Les mises à jour de la matrice du suivi des déplacements couvrent principalement les provinces du pays où la majeure partie des mouvements de populations sont rapportés. Cependant, un aperçu national des déplacements a été publié en octobre 2023 (OIM consulté le 14/09/2023).

Le **PAM**, Programme Alimentaire Mondial, effectue une veille régulière des marchés et des prix alimentaires notamment à travers le « Vulnerability Analysis and Mapping » (VAM). Le PAM produit des analyses géospatiales et économiques, un suivi de la sécurité alimentaire et des analyses thématiques (PAM consulté le 14/09/2023).

L'**OMS**, Organisation Mondiale de la Santé, collecte des données sur la situation des centres de santé et des agents de santé, avec le ministère de la Santé congolais, et produit un bulletin épidémiologique hebdomadaire en coordination avec le Cluster Santé (Gouv de la RDC, OMS 13/09/2023).

L'**UNICEF**, ou Fonds des Nations Unies pour l'enfance, collecte des données sur les besoins en matière d'éducation, de protection, de nutrition et d'eau, hygiène et assainissement. A travers la Cellule d'Analyse Intégrée (CAI), UNICEF produit des analyses sur diverses urgences de santé publique, telles que le choléra, Ebola, COVID-19, la rougeole, la malnutrition, la peste et, plus largement, la santé maternelle et infantile (UNICEF consulté le 10/10/2023).

- Les Clusters et groupes de travail

Les **Clusters** nationaux et provinciaux publient régulièrement des informations sur les besoins sectoriels. Il s'agit principalement de rapports de situation, d'évaluation de besoins,

des mises à jour sur la situation sécuritaire dans des zones spécifiques, de rapports d'analyse et de notes de plaidoyer (Cluster Abris 06/11/2023 ; Cluster Protection 30/11/2023).

Des **groupes de travail** nationaux et provinciaux thématiques (cash, redevabilité aux personnes affectées par les crises, articles ménagers essentiels, etc) produisent également des analyses qui informent sur les besoins sectoriels (GT AME 16/09/2021 ; GT AAP 19/12/2022 ; GT Cash 11/08/2023).

- **Les ONG**

Le **forum des ONG internationales (FONGI)**, structure de coordination participe à l'amélioration de la circulation de l'information entre les ONGI et également avec les acteurs externes, notamment le gouvernement, les agences des Nations Unies et les bailleurs de fonds (FONGI consulté le 15/11/2023).

Les **ONG internationales et nationales** collectent de grandes quantités de données primaires à des fins programmatiques, et parfois pour le compte des clusters et des bailleurs.

Les ONG internationales impliquées dans les programmes de réponse rapides, tel que le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), réalisent un nombre très important d'évaluations rapides multisectorielles après les mouvements de populations, les épidémies ou les catastrophes naturelles (notamment **Alima, ACTED, Solidarités International, InterSoS, Concern**, etc.) Ces évaluations sont une des sources d'informations privilégiée pour les acteurs de la réponse humanitaire (Alima 22/02/2023).

Care produit des analyses qualitatives avec un accent particulier sur l'impact des crises humanitaires sur l'égalité des sexes et les besoins spécifiques de certains groupes sociaux (CARE 31/03/2023 ; CARE consulté le 13/11/2023).

Caritas publie de façon ponctuelle des évaluations multisectorielles et des notes de synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire dans des zones spécifiques (Caritas 29/09/2023 ; Caritas 02/08/2023).

Mercy Corps, Crisis Analytics Team (CAT), produit des analyses situationnelles et prédictives sur les déplacements, l'accès humanitaire et les besoins humanitaires dans l'est de la RDC (CAT accessed 05/12/2023).

- **Les structures spécialisées dans la gestion de l'information et l'analyse**

Ces acteurs fournissent un soutien aux clusters et aux agences de collecte de données primaires.

ACAPS publie régulièrement des alertes, des notes de briefing et de suivi des situations humanitaires, ainsi que des analyses thématiques approfondies. ACAPS publie également

des analyses globales biennuelles des risques (analyse anticipative) et de l'évolution de l'accès humanitaire dans le monde (ACAPS consulté le 14/11/2023).

ACLED fait le suivi de la violence armée et des incidents sécuritaires et produit régulièrement des analyses synthétiques décrivant l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays (ACLED consulté le 13/11/2023).

Les réseaux techniques comme **FEWS NET** font le monitoring de la situation de la sécurité alimentaire et publient périodiquement des analyses de tendances (FEWS NET consulté le 14/11/2023).

IDMC analyse les déplacements de populations, leurs causes, leurs durées et leurs tendances, à partir de données secondaires. Ces informations sont disponibles à travers une plateforme en ligne (IDMC consulté le 15/11/2023).

Insecurity Insight fournit des rapports sur les violences contre les acteurs de la santé et l'obstruction à l'accès aux soins, ainsi que des analyses basées sur les réseaux sociaux (Insecurity Insight consulté le 14/11/2023).

INSO surveille et enregistre les incidents de sécurité, particulièrement ceux affectant les ONG, pour aider à identifier les tendances et éclairer les réponses opérationnelles et les politiques sécuritaires. INSO produit aussi des analyses dans le but d'aider les ONG à anticiper, comprendre et se préparer aux scénarios sécuritaires les plus probables (INSO consulté le 15/11/2023).

International Alert mène un large éventail de travaux de recherche et d'analyse sur des thématiques telles que la crise climatique, la gestion des ressources naturelles, la sécurité, la gouvernance, le rôle du développement économique dans la consolidation de la paix et les meilleures pratiques en matière de consolidation de la paix (International Alert consulté le 15/11/2023).

REACH assure un suivi de la situation humanitaire, des prix des denrées sur les marchés, et des évaluations de besoins (REACH consulté le 14/11/2023).

- **Les médias**

Le pluralisme existe en RDC même si les journalistes font souvent l'objet de pressions de la part d'autorités locales, d'acteurs armés, de groupes religieux et d'hommes politiques (RSF consulté le 15/11/2023).

De nombreux médias locaux et internationaux publient des articles d'information et des analyses sur la situation humanitaire en RDC. Ces acteurs constituent une des principales sources de données secondaires surtout lorsqu'il s'agit de nouvelles crises. Des vidéos et

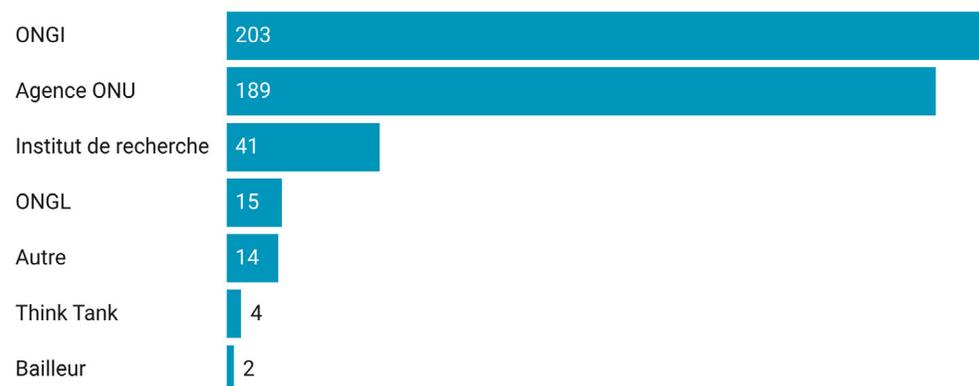
podcasts avec des experts de divers horizons, donnant leurs points de vue sur l'évolution des situations humanitaire sont mis en ligne à travers 36 médias identifiés (RSF consulté le 15/11/2023).

- **Les structures de recherche et think tanks**

Les universités, instituts de recherche, et think tanks sont aussi des acteurs analytiques importants. Ils produisent des analyses sur divers sujets en lien avec la situation humanitaire, même si leurs liens avec les organisations humanitaires sont parfois jugés faibles par les personnes interrogées (KII 10/05/2023).

- **Produits analytiques et informationnels par type d'organisation**

Les ONG internationales et les agences des Nations Unies produisent l'essentiel des analyses sur la situation humanitaire en RDC, soit respectivement 43% et 40% des analyses recensées dans la base de données. La contribution des instituts de recherche et think tanks représente 10% des publications sur la période considérée. Les ONG locales sont celles qui publient le moins d'analyses avec seulement 3% des publications recensées.



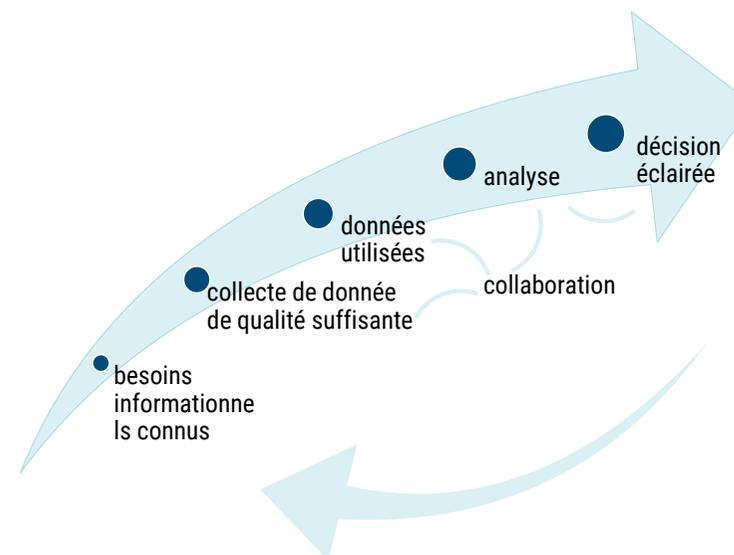
Source: ACAPS (avril – juin 2023)

Note: Ce graphique inclut des produits conjoints, impliquant différents types d'acteurs.

ANALYSE DU PAYSAGE INFORMATIONNEL ET ANALYTIQUE EN RDC

Le cadre utilisé pour analyser l'écosystème informationnel et analytique en RDC est basé sur le modèle d'un « écosystème analytique idéal » utilisé par ACAPS. Le cadre considère cinq étapes pour un écosystème fonctionnel dans lequel les décideurs humanitaires disposeraient des analyses adéquates pour définir une stratégie de réponse optimale.

Ce qu'il se passe dans un écosystème analytique idéal



Source: ACAPS 07/12/2023

Cette section a été développée à partir de l'analyse de 370 produits informationnels et analytiques publiés entre janvier 2021 et mars 2023 et consolidés dans une base de données. Les résultats ont été discutés et complétés par des entretiens réalisés avec des personnes ressources travaillant pour 11 organisations internationales actives en RDC.

Données disponibles et gaps informationnels

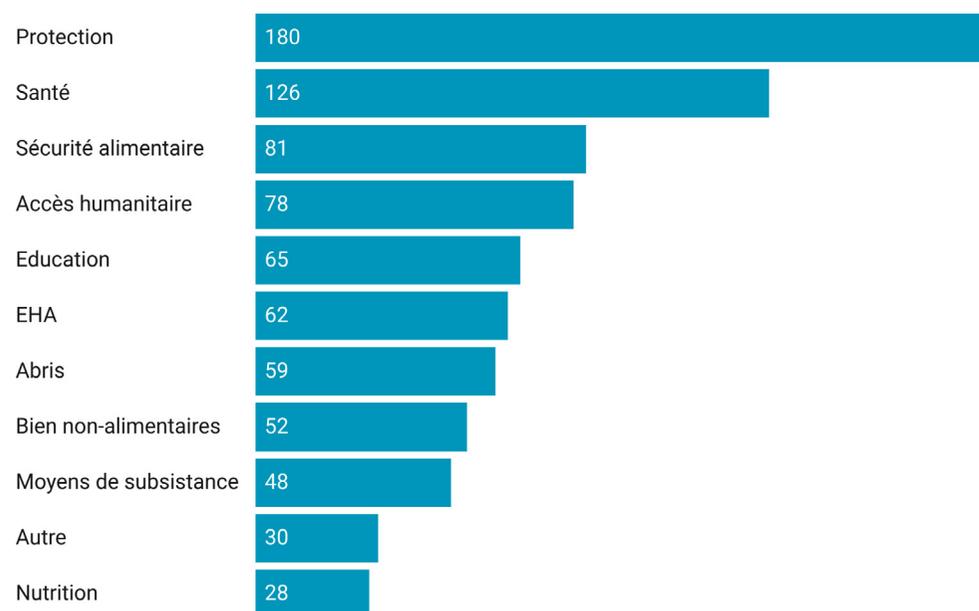
Il existe un nombre considérable d'analyses produites sur la RDC dont la plupart est disponible en libre accès. Ces analyses portent sur les besoins humanitaires, sur les dynamiques de conflits ou sont des recherches thématiques.

L'examen de la base de données révèle que la plupart des produits sont des **analyses de contexte** (dynamiques de conflit, insécurité, etc.).

La **protection** est le thème le plus abordé. Cette distribution témoigne de la prépondérance de la violence armée parmi les éléments déclencheurs de crises en RDC. La protection dans l'action humanitaire est à la fois une approche transversale et un secteur spécifique. Ceci explique sans doute la prédominance des analyses « protection ».

Les **analyses thématiques ne portent pas systématiquement sur les besoins prioritaires**. Sur la période considérée, il y a plus d'analyses sur la santé et sur la protection que sur la sécurité alimentaire, alors que la sécurité alimentaire est le secteur qui compte le nombre le plus élevé de personnes dans le besoin (OCHA 22/02/2023).

Produits analytiques et informationnels par thématique



Source: ACAPS (avril – juin 2023)

Note: Ce graphique inclut aussi des produits touchant à plusieurs thématiques ou secteurs.

En termes de collecte de données primaires, **l'approche qualitative est la plus utilisée parmi les analyses recensées**. Les entretiens individuels et les « focus groups » sont les méthodes de collecte privilégiées. Les contraintes sécuritaires limitent parfois les choix en matière de méthodes de collecte de données. Ces contraintes expliquent le recours important à des réseaux d'informateurs clés au sein des communautés pour faire remonter l'information. Beaucoup choisissent ces approches qualitatives, qui permettent de palier les contraintes d'accès, et qui sont perçues comme étant moins coûteuses, que les approches quantitatives (KII 02/06/2023).

Langue des produits analytiques

Plus de 81% des publications recensées sur la période janvier 2021 - mars 2023 sont en **français**, langue officielle du pays, et 19% sont en anglais. Parmi les publications en anglais, certaines sont traduites en français même si de nombreux travaux de recherche sont disponibles uniquement en anglais. Certains acteurs ont tendance à publier systématiquement dans les deux langues.

Focus géographique

Plus de 82% des analyses recensées portent sur les provinces de l'Est du pays. Le Nord-Kivu, l'Ituri, le Sud-Kivu et le Tanganyika, provinces **où la situation humanitaire est la plus sévère**, concentrent l'attention des organisations humanitaires, des bailleurs de fonds et des chercheurs. Cela crée un déséquilibre significatif en termes d'analyses produites entre les provinces de l'Est et le reste du pays.

La plupart des analyses sont réalisées à l'échelle des provinces, seules 31% sont à l'échelle nationale.

Ce focus géographique, fortement influencé par les besoins humanitaires et la concentration des financements dans ces zones, a pour effet de créer un vide informationnel concernant les autres provinces du pays. Ceci peut générer des effets de surprise lorsque de nouveaux foyers de violences se déclarent dans d'autres provinces du pays. Les mouvements de populations en dehors des provinces de l'Est sont sous-comptabilisés, ce qui interroge sur le nombre total réel de populations déplacées internes (KII 16/05/2023).

Collecte des données

La collecte de données primaires en RDC est parfois difficile en raison du contexte sécuritaire et des aléas saisonniers.

Accès humanitaire

Dans un contexte sécuritaire tendu du fait de l'activité des groupes armés, l'accès humanitaire est un défi majeur pour la collecte de données. En Ituri et au Nord-Kivu, une augmentation des contraintes d'accès a été observée au cours des trois dernières années. Des zones qui auparavant étaient accessibles en voiture ne le sont plus que par avion, ce qui réduit considérablement les mouvements des humanitaires. Il existe un vide informationnel quant à la nature et l'ampleur des besoins des personnes dans ces zones difficiles d'accès ou non autorisées (OCHA 03/02/2023 ; KII 10/05/2023).

L'accès à certaines zones devient particulièrement difficile en saison pluvieuse en raison du mauvais état des routes et des ponts. Cela se traduit par des suspensions temporaires d'activités humanitaires et le recours à des itinéraires plus longs, entraînant des retards dans les activités (OCHA 03/02/2023).

Différentes approches méthodologiques

La collecte de données s'opère de différente manière selon les organisations. Celles dont le cœur de métier est l'analyse disposent d'équipes de recherche dédiées, et parfois de réseaux d'informateurs locaux. Certaines travaillent uniquement à partir de données secondaires, d'autres collectent des données primaires, tandis que d'autres, moins nombreuses, allient les deux. En ce qui concerne les organisations opérationnelles, toutes collectent de la donnée primaire à différents moments du cycle de projet, lors des évaluations initiales ou lors des phases de suivi et évaluation.

Concernant les mouvements de populations, il existe différentes approches méthodologiques, parfois divergentes, entre les Commission Mouvements de Populations (CMP) et d'autres ONGs et agences des Nations Unies. Il est reproché aux CMP une certaine rigidité et l'usage d'approches qui, dans certains cas, ne sont pas adaptées au contexte. Pour autant, les chiffres partagés par les organisations travaillant sur les déplacements doivent être endossés par les CMP qui leur donnent la légitimité (KII 24/04/2023 ; 16/05/2023).

Les divergences méthodologiques se traduisent par des écarts considérables dans les chiffres de personnes déplacées internes. Il arrive que les CMP fournissent des estimations du nombre de personnes déplacées dans plusieurs sites qui correspondent à la moitié de ce que d'autres organisations ont observé. Le décalage se situe souvent dans le fait que certaines personnes viennent dans les sites de déplacés durant la journée, pour bénéficier des distributions d'aide, et repartent à la nuit tombée (KII 24/04/2023 ; 16/05/2023). Ces personnes sont voisines des sites accueillants des déplacés mais ne sont pas elles-mêmes déplacées en raison du conflit. Les distributions font « appel d'air ». Ainsi, selon que l'évaluation du nombre de personnes déplacées est faite le jour ou la nuit, les chiffres peuvent varier du simple au double, posant un débat sur les chiffres à considérer. Dans les sites spontanés, il peut être difficile et dangereux d'envoyer les équipes d'évaluation de nuit. Il s'agit alors de se doter d'équipes spécialistes de l'analyse des mouvements de populations, capables de recouper et trianguler les informations. Ceci est possible par la multiplication d'entretiens avec les personnes ressources et d'entretiens collectifs avec les personnes affectées (focus groups). Il s'agit également de contrôler les listes initialement reçues des chefs de village afin de s'assurer de la pertinence du ciblage.

Qualité des données collectées

Dans un contexte qui évolue rapidement et où certaines zones ne sont pas accessibles aux humanitaires pour des raisons de sécurité ou de saisonnalité, la qualité des données collectées est une préoccupation majeure. Plusieurs facteurs influent sur la qualité des données humanitaires, notamment la difficulté de trianguler l'information, l'usage réduit des données secondaires pour orienter la collecte de données primaires, et dans certains cas la non prise en compte des enjeux de sensibilité au conflit.

Pertinence et fiabilité des données

Dans les zones affectées par les conflits, l'alternance entre périodes de stabilité et d'instabilité, de même que les déplacements pendulaires et mouvements de retours de population, limitent considérablement la période de validité des informations.

Les données sur les déplacements de populations sont constamment mises à jour en fonction de l'évolution du contexte. Toutefois, en l'absence d'un système avertissant de la mise à jour de ces chiffres, les tendances de déplacement sont parfois difficiles à suivre pour les acteurs analytiques et opérationnels. Dans ce contexte, la vérification de l'information auprès de plusieurs sources fait souvent apparaître des données contradictoires. **Les standards de vérification n'étant pas les mêmes d'une organisation à l'autre, la fiabilité de certaines informations est souvent remise en question** (KII 16/05/2023). Il en va de même concernant les évaluations rapides. **Entre le moment où l'évaluation est réalisée et le moment où le rapport est rédigé et partagé, l'information est parfois obsolète** (KII 10/05/2023).

La situation sécuritaire limite l'accès des organisations aux populations dans le besoin, et à la société civile des zones affectées. Cela rend la triangulation particulièrement difficile, voire impossible, poussant certaines organisations à se baser sur des informations parfois non vérifiées pour prendre des décisions. L'identité des parties en conflit et la cause des conflits sont des sujets pour lesquels les humanitaires manquent souvent de clarté (KII 26/04/2023).

Le recours systématique à la collecte de données primaires, alors qu'il existe pléthore de données secondaires, induit parfois des effets négatifs. Cette tendance crée un **risque de duplication des efforts de collecte de données et de dépenses inutiles de ressources**.

Sensibilité au conflit

Certaines sources induisent en erreur notamment à travers une mauvaise qualification de situations de violence et de conflit ou une simplification du narratif des événements. Un usage excessif du qualificatif « communautaire » est noté dans l'explication de certains conflits. **La lecture ethnique ou communautaire de certains événements n'est pas toujours**

appropriée ou exacte. Or, il est important pour les humanitaires de comprendre l'origine des événements pour assurer une réponse adaptée et éviter les effets négatifs. La vérification de l'information étant particulièrement difficile dans les zones avec une faible présence humanitaire, il existe un risque de prises de décisions sur la base d'informations erronées (KII 16/05/2023 ; KII 26/04/2023).

Un écart de compréhension significatif est parfois noté entre les équipes qui conçoivent les évaluations, celles qui collectent les données et les populations affectées qui répondent aux questions. Ces différents acteurs ne parlent pas le même langage. Il arrive que les personnes chargées de la collecte des données sur un sujet, par exemple sur les violences basées sur le genre, aient une compréhension limitée des concepts qu'elles utilisent, ce qui conduit à des résultats biaisés. Ce décalage a un impact sur les décisions prises puisqu'en réalité les personnes impliquées dans le processus ont des compréhensions différentes (KII 10/05/2023 ; KII 02/06/2023 ; KII 19/04/2023).

Qualité des analyses produites

Continuité

Les analyses réalisées sont souvent tributaires de la durée des projets. Ceci crée une discontinuité dans les sujets traités et dans la fréquence de production des analyses. Les analyses sont faites de façon ponctuelle, sans nécessairement s'inscrire dans une stratégie globale de couverture des sujets sur lesquels des gaps informationnels perdurent (KII 01/06/2023).

Capacité

Malgré le nombre considérable d'analyses publiées sur la RDC, les acteurs interrogés pointent plusieurs limites dans la capacité à produire des analyses de qualité. **Le turnover élevé des employés internationaux, cumulé à un faible niveau de renforcement de capacité des employés nationaux influent négativement sur la capacité à mener des analyses de qualité.** Les formations qui existent sont jugées insuffisantes. Les clusters qui doivent jouer un rôle de premier plan sur le renforcement des capacités techniques ont une implication limitée dans le développement des compétences des acteurs humanitaires (Cluster EHA 26/03/2021 ; KII 19/04/2023).

Les experts interrogés soulignent de manière récurrente les faibles standards de qualité des analyses, **l'insuffisance des processus d'assurance qualité, et des méthodologies discutables** (KII 19/04/2023 ; KII 02/06/2023).

Les acteurs analytiques spécialisés, en RDC ou à distance, semblent disposer de standards de qualité plus robustes que les acteurs opérationnels qui interviennent dans le pays. Ils multiplient les sources de données secondaires, interrogent les acteurs locaux et internationaux, et recourent, triangulent et vérifient systématiquement les données. A l'inverse, les organisations opérationnelles déploient beaucoup d'énergie dans la collecte de données primaires, la gestion et l'analyse des données collectées, dans des délais limités. Les organisations spécialisées dans l'analyse dépendent cependant fortement de la collecte de données primaires menée par les acteurs opérationnels et subissent donc les mêmes contraintes (KII 02/06/2023 ; KII 19/04/2023).

Clarté de la méthodologie

Sur l'ensemble **des analyses recensées dans la base de données, seulement 38% expliquent clairement l'approche méthodologique utilisée.** Ce faible pourcentage peut s'expliquer par l'importance du nombre d'analyses récurrentes pour lesquelles il n'est pas jugé nécessaire d'expliquer systématiquement les méthodes utilisées, présumant que la communauté humanitaire les connaît. Dans certains cas, assez rares, les rapports incluent des liens hypertextes qui redirigent vers la page explicitant la méthode utilisée. Les travaux académiques sont ceux qui donnent le plus de détails sur leur approche méthodologique.

Profondeur des analyses

Parmi les analyses recensées, celles dites 'descriptives' et 'explicatives' représentent le plus grand nombre. Elles sont principalement produites par les acteurs humanitaires. Il s'agit en majorité de rapports d'évaluations de besoins et des rapports de suivi et monitoring. La prédominance d'analyses descriptives dans un contexte de crises multiples, chroniques et prolongées peut représenter une limite, puisqu'elles occultent l'analyse des causes profondes et plus nuancée des facteurs de crises, que seules permettent les analyses 'explicatives' et 'interprétatives' (KII 01/06/2023). Les analyses approfondies, 'explicatives' et 'interprétatives', recensées dans la base de données, sont principalement l'œuvre de think tanks et institutions académiques. Peu d'organisations publient des analyses 'anticipatives' sur la situation en RDC (KII 01/06/2023 ; 10/05/2023). Davantage d'analyses anticipatives permettrait aux acteurs humanitaires de renforcer leurs plans de préparation et de réponse rapide aux crises.

Les différences méthodologiques de collecte rendent parfois l'analyse comparative difficile, voire impossible.

Il y a également un enjeu de pertinence et d'utilité de produits visuels, infographies, et matrices réalisées par les gestionnaires d'informations (Information Manager). Les gestionnaires de l'information sont perçus comme étant déconnectés des opérations et

des enjeux stratégiques. Il en résulte des outils produits dans le seul but de produire, sans grande pertinence ou utilité. Ces produits ne répondent pas à un besoin spécifique et ne sont pas toujours adaptés aux utilisateurs (KII 10/05/2023 ; KII 01/06/2023).

Mise en avant des gaps informationnels

La mise en lumière des gaps informationnels est assez peu répandue. **Seulement 13% des rapports recensés dans la base de données incluent une section sur les gaps informationnels**, les sujets sur lesquels l'information est manquante.

Collaboration

Travail en silos

Pour des raisons liées à la structure même du système humanitaire, beaucoup d'organisations ont tendance à travailler en silos dans leur cluster respectif. En raison de la compétition aux financements, certaines organisations ont tendance à ne pas rendre publique les données qu'elles ont collectées. Les données sont davantage utilisées à des fins de recherche de fonds qu'à des fins programmatiques (KII 25/05/2023).

Il existe peu d'accords de partage d'informations entre les organisations humanitaires en RDC. Cela s'explique principalement par la longueur des procédures et le volume des contraintes administratives pour établir de tels accords alors que les capacités sont souvent limitées. Cela peut aussi s'expliquer par la faible appétence de beaucoup d'organisations à partager leurs données.

Les personnes interrogées insistent sur l'**absence de système d'archivage consolidant les différents produits analytiques**. Cela donne aux équipes de recherche l'impression de recommencer à zéro à chaque fois, contribuant à ce que les organisations continuent de collecter les mêmes données sur les mêmes sujets. La méconnaissance de ce que font les autres acteurs conduit à la production d'analyses déconnectées les unes des autres (KII 21/04/2023).

Duplication des efforts opportunités manquées

Dans le flux de données concernant la RDC, beaucoup d'informations ont une valeur ajoutée très limitée. **Certaines données reproduisent des informations qui ont déjà été couvertes par d'autres organisations**. L'image que cela donne est celle d'un corpus de données qui, à force de revenir sur les mêmes informations, n'éclaire pas pour autant la réponse. Tous les secteurs apparaissent comme prioritaires, si bien que des acteurs intervenant en RDC sont parfois en incapacité à identifier les besoins prioritaires (KII 10/05/2023).

Les données académiques ne sont pas suffisamment utilisées alors qu'elles couvrent nombre de sujets sur lesquels interviennent les acteurs humanitaires. Des acteurs tels que Médecins Sans Frontières (MSF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) encouragent la connexion entre ces deux secteurs à travers la mise en place de plateformes de recherches sur les enjeux humanitaires et la publication d'articles scientifiques. A ces ressources s'ajoutent les recherches des universitaires Congolais sur divers sujets d'intérêt pour les acteurs de la réponse humanitaire (MSF 25/05/2021 ; IRRC 11/2022 ; KII 10/05/2023).

Peu d'analyses conjointes

Les acteurs analytiques interrogés indiquent l'existence de plusieurs espaces de coordination et d'échanges en RDC. Il s'agit principalement de rencontres organisées par les clusters ou les groupes de travail. Seulement, même si ces espaces existent, peu de produits conjoints en découlent.

La plupart des rapports conjoints répertoriés dans la base de données sont constitués d'évaluations rapides multisectorielles (ERM), de monitorings de protection, et autres produits ad-hoc. En dehors de ceux-là, la majorité des rapports sont publiés sous la bannière d'une seule organisation (KII 24/04/2023).

Un manque de soutien institutionnel et d'acceptation sont pointés pour justifier le **nombre limité d'analyses conjointes**. Il faut toutefois souligner que plusieurs organisations souhaitent mener davantage d'analyses conjointes, et que certaines initiatives sont en cours d'expérimentation. Cependant, la diversité des outils et des méthodologies est un frein à la mise en œuvre (KII 02/06/2023 ; KII 26/04/2023 ; KII 19/04/2023).

Partage et diffusion de l'information

Multipllicité des canaux de diffusion de l'information

Il existe une diversité de canaux à travers lesquels les humanitaires partagent et accèdent aux informations, le principal étant les listes de diffusion des clusters auxquelles le personnel humanitaire souscrit selon leur intérêt et affiliation sectorielle. Des plateformes publiques telles que HDX, EHTools et Reliefweb sont également des sources privilégiées de partage d'information (HDX consulté le 20/11/2023; EHTools consulté le 20/11/2023; Reliefweb consulté le 20/11/2023).

Cette diversité de canaux de diffusion est un atout, mais peut aussi être une faiblesse, en empêchant la vision globale de ce qui existe et de ce qui manque en matière d'informations et d'analyses humanitaires.

Usage des informations et des données dans la prise de décision humanitaire

Les acteurs analytiques interrogés ont assez peu de visibilité sur la manière dont leurs données sont utilisées, et notamment pour nourrir les décisions opérationnelles et stratégiques. Les experts interrogés mettent en avant le long chemin à parcourir pour que les décisions soient fondées sur des recherches de qualité (KII 19/04/2023 ; KII 10/05/2023).